

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 29/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COVED (PAPREC)**

« La Tournelle »  
89340 Champigny

Références : 250525  
Code AIOT : 0024900044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement COVED (PAPREC), implanté au lieu-dit « La Tournelle » - 89340 Champigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 22/10/2025 de l'établissement COVED (PAPREC) implanté lieu-dit La Tournelle 89340 Champigny. Le présent rapport concerne notamment la conformité des travaux pour l'ouverture du casier D3-4, dont le début d'exploitation est prévu à horizon décembre 2025/janvier 2026.

Ce rapport sera publié sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED (PAPREC)
- lieu-dit « La Tournelle » - 89340 Champigny
- Code AIOT : 0024900044
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation inspectée est une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 29/12/2011 et arrêté complémentaire du 02/08/2016.

Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, l'inspection des installations classées procède à une visite du site d'enfouissement afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. La présente visite a donc été programmée à cette fin et concerne le casier D3-4 de l'installation de stockage.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
2	Barrière de sécurité active	AP Complémentaire du 02/08/2016, article 3	Sans objet
3	Barrière de sécurité active	AP Complémentaire du 02/08/2016, article 3	Sans objet
4	Barrière de sécurité active	AP Complémentaire du 02/08/2016, article 3	Sans objet
5	Barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.	Sans objet
6	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.	Sans objet
7	Couche drainante – gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le casier de stockage D3-4 de CHAMPIGNY est conforme à la réglementation applicable et est prêt à accueillir des déchets non dangereux.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Barrière de sécurité passive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flancs de casier - barrière de sécurité passive
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>Arrêté ministériel 15/02/2016, article 8 :</b> La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique

dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :[...]

- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

[...]

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.

[..]

**Arrêté préfectoral N°PREF-DCPP-SE-2016-0328 du 02/08/2016, article 3 :**

[..]

La séparation des casiers est assurée par des digues de fermeture d'une hauteur de 2 mètres pour une largeur d'1 mètre en matériaux terreux.

[...]

**Constats :**

Le casier D3-4 est exploité en réhausse.

Un géosynthétique bentonitique (GSB) de perméabilité  $10^{-11}$  m/s a été installé au niveau de la diguette de fermeture (talus côté Chaumont).

Selon le dossier de Porter à Connaissance d'avril 2016, l'étanchéité des flancs est assurée comme suit :

*" La barrière passive se compose des éléments suivants, de bas en haut :*

*- une couche d'argile de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s et d'épaisseur :*

- 1 m sur le fond,*
- 0,5 m sur les flancs jusqu'à une hauteur de 2 m par rapport au toit de la barrière passive de fond,*

*- un GSB de perméabilité inférieure ou égale à  $5.10^{-11}$  m/s sur la totalité du fond et des flancs.*

*Conformément aux prescriptions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 consolidé, la barrière passive est mise en œuvre sur le fond et sur les flancs de l'actuel casier D et non sur le fond de chaque casier bioréacteur".*

Post inspection, l'exploitant a transmis à la DREAL une note technique rédigée par le bureau d'études GINGER (datée du 23/12/2025) dans laquelle ce dernier précise :

*" La subdivision de casier D3-4 correspond à une extension verticale. Cette dernière a donc été réalisée au-dessus et dans le périmètre du casier D. Il ne s'agit donc pas d'une création de casier à proprement parlé. Ce casier D originel possède donc sa propre barrière de sécurité passive qui correspond en tout point aux exigences de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et de l'arrêté préfectoral du N°PREF-DCPP-2011-0473 du 29/12/2011, à savoir de bas en haut :*

- d'une couche d'argile de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s et d'épaisseur 1 m sur le fond et 0,5 m sur les flancs, jusqu'à une hauteur de 2 m par rapport au toit de la barrière passive de fond,*
- d'un GSB sur la totalité du fond et des flancs.*

*Les différentes subdivisions superposées de casier qui ont été réalisées dans l'emprise de ce casier D (subdivisions de casiers D2.1, D2.2, D2.3, D2.4 et D2.5) ont fait l'objet d'une mise en place de GSB sur les flancs afin d'assurer la continuité de cette barrière de sécurité passive".*

Enfin, la séparation des casiers est assurée par des diguettes de fermeture en matériaux terreux d'une hauteur de 2 mètres et 1 mètre de largeur (coté puits). Les autres diguettes suivent la géométrie d'une hauteur de 2 mètres et 3 mètres de largeur (plan de coupe casier du dossier).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Barrière de sécurité active**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/08/2016, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, BSA : Barrière de Sécurité Active

**Prescription contrôlée :**

La barrière de sécurité active des casiers bioréacteurs est constituée d'une membrane PEHD d'épaisseur 1,5 mm, protégée en face inférieure par couche de forme de 20 cm de matériaux terreux, d'un géotextile anti-poinçonnant et en face supérieure par un géotextile anti-poinçonnant et une couche de matériaux drainant de 50 cm d'épaisseur ou tout autre dispositif équivalent.  
[...]

**Constats :**

L'exploitant a mis en place une couche de forme de matériaux terreux d'épaisseur supérieure à 50 cm au toit des déchets de la subdivision sous-jacente.

La barrière de sécurité active mise en œuvre est la suivante :

- **en fond de casier :** un géotextile de protection (EDIFLOOR SpA A30p, GEODREN) mis en place au-dessus de la géomembrane d'épaisseur 1,5 mm (CARBOFOL HDPE 407 1.5 s/s AS, NAUE). L'ensemble est recouvert d'un géocomposite de drainage et de protection (DRAINTUBE 400 FT1 D25, AFITEXINOV) et d'un matériau drainant d'épaisseur > 30 cm ;
- **sur la digue de fermeture côté Chaumont :** un géotextile de protection (EDIFLOOR SpA A50p, GEODREN) mis en place au-dessus de la géomembrane d'épaisseur 2 mm (GMB HD BLACK 2.0mm, ATARFIL).

Les fiches techniques sont produites et conformes.

L'épaisseur du matériau drainant a été contrôlée le 13/10/2025 (e > 30 cm). Voir point de contrôle n°6 relatif à l'épaisseur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Barrière de sécurité active**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/08/2016, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, BSA

**Prescription contrôlée :**

[...]

Sur les talus intercasiers, l'étanchéité de confinement est constituée par une couche de forme de 20 cm de matériaux terreux, un géotextile anti-poinçonnant, une membrane PEHD d'épaisseur 1

mm, un géotextile anti-poinçonnant. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le casier est entouré de 4 diguettes intercasiers.</p> <p>L'étanchéité des talus intercasiers est assurée par 20 cm de matériaux terreux, puis un géotextile de protection (EDIFLOOR SpA A30p, GEODREN en protection de la géomembrane 1,5 mm), la géomembrane, puis un géotextile de protection (EDIFLOOR SpA A30p, GEODREN en protection de la géomembrane 1,5 mm).</p> <p>Le plan de recollement du casier 3-4 indique la présence de la géomembrane PEHD d'épaisseur 1,5 mm (supérieure à 1 mm) et de 2 mm sur la digue extérieure. La fiche d'agrément et le certificat de qualité des géomembranes PEHD de la société ASQUAL sont joints au dossier et n'appellent pas d'observations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Barrière de sécurité active**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/08/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BSA
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Chaque casier est indépendant hydrauliquement.</p> <p>Chaque niveau de casier est conçu pour que les lixiviats s'écoulent gravitairement vers le puits de relevage des lixiviats existants. Les lixiviats sont remontés puis envoyés dans le bassin de stockage existant. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le casier est indépendant hydrauliquement. Un puits de pompage à lixiviats a été installé au niveau du point bas, associé à un réseau de tuyaux afin de faciliter l'écoulement des lixiviats vers ce puits de pompage. Le réseau de tuyaux PEHD 200 mm a été contrôlé le 18/09/2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Barrière de sécurité active**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BSA
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est</p>

<p>appelé "barrière de sécurité active".</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.</p> <p>Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La barrière de sécurité active est mise en place sur le fond et les flancs de chaque casier.</p> <p>Le rapport de Ginger BTP indique que les géomembranes sont correctement soudées et ne présentent aucune détérioration (ni perforation, ni déchirure), ainsi que les raccords existants. Les recouvrements sont satisfaisants et les points triples ne présentent aucune anomalie. Le compte-rendu des contrôles réalisés est joint au dossier de conformité du casier et n'appelle pas d'observations.</p> <p>Pour chaque poseur étant intervenu, une accréditation ASQUAL est fournie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 &gt; II.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Couche drainante et gestion des lixiviats</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à <math>1.10^{-4}</math> m/s.</p> <p>Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en termes d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le fond du casier D3-4 a été aménagé avec une embase de puits de pompage au niveau du point bas, avec un réseau de deux drains de lixiviats en tuyaux drainants et un géosynthétique de drainage perforé «Draintube 400 FT1 D25» puis avec une couche de 30 cm de drainant afin de faciliter leur l'écoulement.</p> <p>Le réseau de tuyaux PEHD 200 mm a été contrôlé le 18/09/2025, Ce qui n'appelle pas d'observations</p> <p>La note réalisée dans le cadre de la création des subdivisions 2.4 et 2.5 peut s'appliquer également pour la D3.4 compte tenu des données d'entrée plus favorables (pente plus importante et une</p>

épaisseur de déchets moins importante). La solution mise en place présente donc de meilleures caractéristiques hydrauliques que la couche de matériaux granulaires de perméabilité  $1.10^{-4}$  m/s sur une épaisseur de 50 cm.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Couche drainante – gestion des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Géotextile anti poinçonnement

**Prescription contrôlée :**

Un géotextile anti-poinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

**Constats :**

Un géotextile de protection a été mis en œuvre au-dessus de la géomembrane au niveau des digues et du fond de casier (EDIFLOOR SpA A50p GEODREN en protection de la géomembrane 2 mm et EDIFLOOR SpA A30p GEODREN en protection de la géomembrane 1,5 mm).

Il a été correctement mis en place ; les recouvrements et l'assemblage sont satisfaisants. Le compte-rendu effectué par GINGER suite à ces contrôles réalisés les 06 et 08.08.2025 est joint au dossier.

Le géocomposite de drainage et de protection (DRAINTUBE 400 FT1 D25, AFITEXINOV) mis en œuvre au niveau du fond de la subdivision a été correctement mis en place ; les recouvrements sont satisfaisants.

Les contrôles n'appellent pas d'observations.

**Type de suites proposées :** Sans suite